SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 11 MAI 1910.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères, chargée d'examiner le Projet de Loi contenant le Budget du Ministère des Affaires étrangères pour l'exercice 1910.

(Voir les nos 4, 88, session de 1909-1910, de la Chambre des Représentants; — 80, même session, du Sénat.)

Présents : MM. le Baron DE FAVEREAU, Président ; BERGMANN, le Comte TH. DE LIMBURG STIRUM, le Comte DE RENESSE, ED. PELTZER, VAN OCKERHOUT, VERBEKE, WITTMANN, DE RAMAIX, Rapporteur.

MESSIEURS,

Lors de la discussion du dernier Budget des Affaires étrangères, votre Commission s'est occupée plus spécialement des agents du service extérieur et du service intérieur chargés de collaborer, dans les limites de leurs attributions bien entendu, à notre expansion économique.

Nous devons aujourd'hui revenir sur ce même sujet; car, d'une part, il s'est produit, depuis lors, des faits nouveaux que nous ne pouvons passer sous silence, et, d'autre part, nous désirons appeler la bienveillante attention de l'honorable Ministre des Affaires étrangères sur certaines mesures que nous croyons utiles au bon fonctionnement des deux services.

Le premier en date de ces faits nouveaux est la réponse faite le 23 juin 1909 par le Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce à la demande que lui avait adressée le Ministre des Affaires étrangères sur « les moyens pratiques d'assurer la complète efficacité de la mission économique des agents du service extérieur », c'est-à-dire : des diplomates et des consuls.

Cette réponse, quoique assez brève et forcément incomplète, est néanmoins de très haut intérêt. Elle présente un caractère trop sérieux et arrive à des conclusions trop pratiques pour que nous ne nous rallions pas, d'une façon générale, aux idées qu'elle énonce et pour que nous n'examinions pas en détail les conseils qu'elle donne.

Les principales conclusions du Conseil Supérieur concernent :

- 1° La préparation économique des agents ;
- 2° L'insuffisance de la rémunération attachée aux fonctions diplomatiques et consulaires ;
- 3° L'institution et l'organisation des chancelleries ;

4° Le retour périodique de nos agents à l'étranger et leur collaboration aux travaux de l'administration centrale;

5° La documentation économique des agents du service extérieur;

6° La nomination de consuls de carrière partout où le besoin s'en fait sentir.

Nous allons nous arrêter quelques instants à chacun de ces points.

* * *

I. — *La préparation économique des agents.*

Nos diplomates et nos consuls, en majeure partie du moins, sont loin de connaître suffisamment les besoins de nos producteurs et les ressources de notre industrie.

Il y a lieu de combler cette lacune. Comment y arriver? Tel est le problème qui se pose à nous.

Avant tout il est indispensable, tout le monde en convient, que la préparation des fonctionnaires qui sont chargés de la défense et de la protection de nos intérêts économiques soit plus pratique et moins théorique. A cet effet, on propose un nouvel examen. Mais sera-ce un examen de plus qui produira ce résultat?

Nous ne le pensons pas, car dans tout examen la partie mémoire et la partie théorie jouent fatalement les premiers rôles. Ils ont assez de théorie ces jeunes gens. Ce sont les connaissances pratiques et l'expérience acquise personnellement qui leur manquent et ce sont cependant celles dont ils ont avant tout besoin. Pour y arriver ils devraient, nous paraît-il, faire un stage beaucoup plus long à la Direction du Commerce et se mêler davantage à notre vie industrielle et commerciale. Qu'ils apprennent à connaître nos industries, non dans des livres, mais sur place; qu'ils ne se bornent pas à parcourir, et encore au pas de course, une grande usine métallurgique, verrière ou textile, mais qu'ils les visitent toutes, ou du moins les principales. Ils apprendront que les besoins d'un industriel ne sont pas ceux des autres et que les moyens de production d'un même genre d'articles varient de fabrique à fabrique.

On répondra que les industriels se soucient fort peu, et cela pour des motifs multiples, d'introduire chez eux ces jeunes diplomates et consuls. Mais ce sont-là des fonctionnaires et puisque les industriels sont unanimes à demander que notre personnel du service extérieur soit avant tout composé d'agents à même de leur rendre service sous le rapport des débouchés, il est tout naturel qu'ils abandonnent leurs préventions et qu'ils concourent d'une façon effective à leur formation économique. Nous disons leur formation économique, car il ne saurait être question de leur formation technique industrielle.

Ensuite, à quoi sert à nos jeunes agents de connaître les industries belges, s'ils ne les comparent pas avec celles des principaux concurrents étrangers? Leurs idées doivent fatalement être incomplètes, si pas erronées.

Remarquez bien, Messieurs, que nous ne demandons pas que cette for-

mation économique pratique soit faite avant l'examen commercial des diplomates et avant la nomination des vice-consuls ; tout cela devrait se faire au contraire pendant leur stage à l'Administration centrale.

Mais il ne suffit pas de former de bons agents ; il importe encore de faire en sorte qu'ils le restent en les obligeant à se tenir au courant des progrès et des modifications que subissent nécessairement nos industries. Dans l'industrie tout change, tout se modifie sous l'influence de la concurrence et de la transformation de l'outillage. L'agent qui a visité certaines de nos usines il y a quinze ans et qui les reverrait aujourd'hui, ne s'y reconnaîtrait plus et il serait souvent profondément surpris de constater que l'on y produit des articles tout à fait différents.

Qu'est-ce qu'un agent qui ignore ces modifications peut faire de vraiment utile pour cette industrie ? Il est évident que pour pouvoir rendre des services réels, il doit connaître parfaitement les produits et pour ce faire il doit inévitablement rester en rapports constants avec les fabricants et visiter de temps à autre leurs établissements.

Ceci nous amène à répéter ce que nous disions, sous une autre forme, dans notre rapport de l'année dernière, à savoir : que nos agents du service extérieur doivent connaître personnellement nos principaux industriels, financiers et commerçants et que la Direction du Commerce est toute indiquée pour servir de trait d'union entre eux.

Nous croyons devoir insister à nouveau sur la nécessité d'établir des relations personnelles entre nos agents et le monde des affaires. Nous considérons la chose presque comme indispensable pour qu'ils soient à même de remplir à l'étranger leur mission économique. Nous appelons donc une fois de plus sur ce point l'attention du Département des Affaires étrangères.

Comme conclusion, nous demandons avec le Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce, qu'on s'occupe sérieusement de la préparation économique de nos agents et nous demandons, en outre, que le Département des Affaires étrangères prenne toutes les mesures utiles pour les tenir, pendant toute leur carrière, à la hauteur des besoins de notre industrie et de notre commerce.

*
* *

II. — *L'insuffisance de la rémunération attachée aux fonctions diplomatiques et consulaires.*

Le Conseil Supérieur n'est pas seul à demander que le traitement des fonctionnaires en service à l'étranger soit mis en rapport avec les besoins actuels de la vie à l'étranger.

Le barème ancien du traitement des diplomates a été amélioré en ce qui concerne les grades supérieurs, c'est-à-dire les ministres ; mais on n'a pas agi avec la même générosité à l'égard des grades inférieurs.

Aujourd'hui on ne donne rien aux attachés de Légation. Aux secrétaires de seconde classe, on alloue une indemnité de 2,000 à 3,000 francs, et aux secrétaires de première classe, qui ont parfois sept et huit ans de carrière, on ne paie qu'un traitement fixe de 5,000 francs, plus quelques indemnités quand ils remplissent intérimairement les fonctions de Chargé d'affaires.

Ces traitements sont réellement insuffisants pour vivre à l'étranger. Tout le monde sait combien la vie, hors de son pays, est dispendieuse, et l'expérience prouve que ces agents, à cause de leur situation et des charges multiples qui en résultent, ont besoin de 1,000 francs environ par mois.

Il ne serait pas exagéré, à notre avis, bien entendu, de donner aux secrétaires de seconde classe un traitement fixe de 6,000 francs; aux secrétaires de première classe un traitement de 8,000 à 10,000 francs, et aux conseillers un traitement variant de 12,000 à 15,000 francs. Ces derniers, qui, presque tous, sont mariés et qui ont en moyenne quinze ans de carrière, pourraient recevoir, en outre, une indemnité pour frais de logement, de façon à toucher par an une rémunération globale d'environ 20,000 francs.

Ces traitements permettraient à bien des jeunes gens d'embrasser la carrière. Aujourd'hui le recrutement des diplomates est extrêmement difficile et tout à fait insuffisant pour les besoins du service. Ainsi, il y en a eu 2 en 1910; 2 en 1909; 1 en 1908; 2 en 1907; 4 en 1905; 9 en 1903. Bref, pendant les dix dernières années, il s'en est présenté en moyenne quatre par an. C'est peu et il y a encore à défalquer de ce nombre ceux qui, pour l'un motif ou l'autre, renoncent à poursuivre leur carrière.

Le pays a cependant intérêt à ce que la diplomatie soit ouverte, non pas uniquement aux fils de famille et aux jeunes gens fortunés, mais à tous les jeunes gens de talent qui réunissent les autres conditions requises pour ces fonctions.

Quant à la rémunération des vice-consuls, il en est exactement de même. Ils ne reçoivent que 6,000 francs par an; ce n'est pas assez, bien qu'ils aient moins de charges que les diplomates. Ils devraient, nous semble-t-il, avoir au début 8,000 francs et, dans certains cas, 10,000 francs. Car logiquement les traitements doivent être proportionnés à la cherté de la vie dans leur résidence.

La situation des consuls a été depuis quelques années sensiblement améliorée. Le Département n'a pas dit son dernier mot en cette matière. Il s'en préoccupe sérieusement et il a sous les yeux l'annexe IV du rapport du Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce qui donne la comparaison des traitements de nos agents avec ceux de certains autres pays et qui est, à cet égard, extrêmement suggestif. Nous pouvons donc nous borner à unir nos instances à celles du Conseil Supérieur pour prier l'honorable M. Davignon d'examiner cette question avec bienveillance.

III. — *L'institution et l'organisation des chancelleries.*

Dans son dernier rapport, votre Commission a engagé le Département des Affaires étrangères à placer des chanceliers partout où le besoin s'en fait sentir, non pour diminuer le travail des diplomates et des consuls, mais pour leur permettre de ne plus être de vulgaires copistes, et par suite de consacrer leur temps à des occupations plus utiles au pays,

Le Département, qui antérieurement déjà était entré dans cette voie, vient de créer un nouveau poste de chancelier à Washington. Nous l'approuvons sans réserve.

Mais il y a également la question des locaux des chancelleries.

Des missions à l'étranger se trouvent quelquefois embarrassées par leurs archives et ne savent où les conserver. Les unes font une sélection et détruisent ce qu'elles jugent être moins utiles ; d'autres les remettent au grenier ou ailleurs et les exposent à des détériorations de tous genres ; d'autres, enfin, les expédient au ministère à Bruxelles.

L'un de ces moyens est aussi mauvais que l'autre, car il prive la Légation et le Consulat de documents précieux. Il est souvent nécessaire de rechercher un précédent et il arrive quelquefois qu'une affaire soit reprise après dix ou vingt ans. Il est donc désirable que les archives puissent être classées et conservées sur place, et il paraît juste que ce soit le Département et non l'agent, qui supporte les frais de location du local nécessaire à cette fin.

Votre Commission se rallie par conséquent à l'opinion émise sur cet objet par le Conseil supérieur.

*
* *

IV. — *Le retour périodique de nos agents à l'étranger et leur collaboration aux travaux de l'administration centrale.*

Nous ne pouvons qu'approuver, en cette matière, la conclusion énoncée par le rapport du Conseil Supérieur. Nous aurions toutefois vu avec grand plaisir ce sujet traité avec plus d'ampleur et au double point de vue des agents du service extérieur et du service intérieur.

Les diplomates et les consuls ont beaucoup à gagner à venir se retremper de temps à autre, et pour des périodes assez longues, au sein de la patrie. A vivre toujours à l'étranger, ils deviennent étrangers à leur propre pays ; ils en ignorent les hommes et les choses. Ils cessent d'être Belges sinon de cœur, du moins d'esprit et de caractère. Ils ne sont plus à la hauteur des idées du jour et ils se trouvent plus dépaysés chez nous que partout ailleurs. C'est éminemment regrettable, car cela les rend presque incapables de remplir avec fruit leurs fonctions, surtout sous le rapport économique.

Le moyen de parer à cet inconvénient est de les rappeler de temps à autre à Bruxelles et d'utiliser leurs services en les attachant temporairement au Département. Nombreux sont d'ailleurs les emplois où ils peuvent se rendre utiles. Certains de nos agents ont eu ainsi une carrière mixte et, si nous ne nous trompons, leurs services ont été fort appréciés.

Par contre, que d'avantages pour le bon fonctionnement du service, si des membres de l'Administration centrale pouvaient se rendre temporairement à l'étranger pour collaborer aux travaux des chancelleries. Ils se perfectionneraient dans la connaissance des langues, ce qui leur est de plus en plus indispensable aux Affaires étrangères. Ils apprendraient une foule de choses qu'ils ignorent actuellement ; entre autres, ils se rendraient compte

personnellement de la situation économique des autres nations et ils seraient ainsi bien plus à même d'être utiles à ceux de nos compatriotes qui vont journellement les consulter.

Dans d'autres pays, nous trouvons de nombreux diplomates et consuls dans les bureaux des Ministères des Affaires étrangères. Quelques-uns établissent même un roulement régulier parmi les fonctionnaires de ce Département; ils expédient les uns à l'étranger, tandis qu'ils rappellent à l'Administration centrale ceux qui appartiennent au service extérieur. Ces pays doivent se trouver fort bien de ce système, puisqu'ils ne le modifient pas.

Cela peut, au reste, se faire sans porter la moindre atteinte aux droits acquis et sans empêcher un avancement régulier dans les carrières respectives.

Votre Commission insiste beaucoup sur ce point, car elle y voit un des moyens les plus efficaces de mettre nos agents du service extérieur et du service intérieur en état de contribuer d'une façon plus sûre et plus effective à notre expansion économique. Toutefois, pour que ce programme puisse se réaliser, il faut le personnel nécessaire. Quant à cela, c'est à l'honorable Ministre des Affaires étrangères qu'il appartient de prendre les mesures utiles.

* * *

V. — *La documentation économique des agents du service extérieur.*

On entend par là, la publication d'un ouvrage périodique destiné à faire connaître, aux diplomates et aux consuls, la situation industrielle et commerciale de la Belgique.

Pour faire œuvre réellement pratique, nous croyons qu'il serait bon que le premier ou les premiers volumes de cet ouvrage soient extrêmement complets et assez détaillés, afin de donner à nos agents nationaux et étrangers une idée aussi juste que possible de la situation de nos industries, de leurs productions et de leurs besoins. Ce qui sera fait pour nos industries, devrait être fait aussi pour nos établissements financiers et commerciaux.

Pour rendre l'ouvrage plus attrayant, on pourrait sacrifier aux goûts du jour, en y intercalant des vues. Il forcerait ainsi bien des attentions. Nous sommes persuadés que nos producteurs s'y prêteraient de bonne grâce; ce serait, au reste, leur intérêt.

Cet ouvrage serait, nous en sommes convaincus, une révélation pour un grand nombre de nos agents du service extérieur. Il devrait constituer, s'il nous est permis de nous exprimer ainsi, le livre de chevet de nos diplomates et de nos consuls.

Le travail fait, il suffira de publier périodiquement des compléments renseignant les nouveaux établissements et les transformations des anciens.

Le Conseil Supérieur parle d'une périodicité de trois ans; nous estimons qu'il y aurait utilité à le faire paraître chaque année. D'abord, parce que l'attention de nos agents serait continuellement tenue en éveil. Ensuite, parce que le livre étant moins volumineux, il serait lu plus facilement et, par

conséquent, avec plus de fruit. Enfin, parce qu'il y aurait une matière assez vaste pour une périodicité annuelle. Cette matière serait même très abondante si nos établissements financiers et commerciaux se rendaient compte de l'intérêt qu'ils ont, les uns à s'établir à l'étranger, principalement dans les pays avec lesquels nous avons un mouvement commercial considérable, et dont aujourd'hui tout ou presque tout le service financier est fait par des banques étrangères ; et les autres à imiter les procédés commerciaux d'infiltration, qui ont valu aux Anglais d'abord, aux Allemands ensuite, le marché du monde entier.

Nous exprimons enfin le vœu que le Département des Affaires étrangères mette cette publication à la disposition du public à un prix aussi réduit que possible : pour qu'elle soit utile, elle doit pouvoir être dans les mains de tous.

* * *

VI. — *La nomination de consuls de carrière partout où le besoin s'en fait sentir.*

Ce principe ainsi énoncé est excellent en lui-même et nous ne pouvons qu'y applaudir ; mais il faut en subordonner l'application aux intérêts bien compris du pays. C'est ainsi que nous avons actuellement en Europe et ailleurs certains consuls et consuls généraux de nationalité étrangère, qui remplissent leurs fonctions avec une intelligence et un dévouement au-dessus de tout éloge. Leur concours est infiniment plus précieux que ne pourrait l'être celui d'un consul de carrière, non pas à cause de leur zèle et de leur travail, mais par suite de leur haute situation et de leur expérience des affaires du pays où ils se trouvent.

Il faut laisser, sous ce rapport, toute latitude au Ministre des Affaires étrangères et se borner simplement à affirmer le principe. On peut, il est vrai, faire connaître fort utilement les ports, les centres où l'on trouve qu'il serait bon de nommer des consuls de carrière, mais c'est au Ministre, qui seul connaît tous les éléments de la cause, qu'il appartient de décider s'il y a lieu de maintenir le consul honoraire ou de nommer un consul de carrière.

Au reste, si le Département voulait bien, comme nous l'avons insinué antérieurement, organiser d'une façon plus régulière et plus étroite le travail des consuls honoraires, il arriverait sans aucun doute à leur faire rendre beaucoup plus de services ; car ces consuls sont pleins de bonne volonté et ne demandent, en général, qu'à travailler dans l'intérêt du pays.

Nous unissons donc notre voix à celle du Conseil Supérieur pour demander au Gouvernement d'augmenter le nombre des consuls de carrière et d'en placer partout où leur présence sera jugée utile ; mais nous lui donnons crédit pour réaliser ce programme, car nous comprenons combien il est délicat. C'est une œuvre de longue haleine dont il est nécessaire de se préoccuper constamment, mais qu'on ne doit réaliser qu'à bon escient.

* *

Telles sont les grandes lignes des réformes proposées par le Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce. Elles sont sérieuses et pratiques. Aussi n'hésitons-nous pas, comme nous l'avons déjà dit, à les approuver en principe.

* *

Il est un autre fait nouveau dont nous avons à nous occuper également.

Nous faisons allusion aux onze nominations de vice-consuls faites en 1909 et en 1910, ainsi qu'aux crédits demandés par le Ministre des Affaires étrangères en vue de donner un commencement de satisfaction aux desiderata exprimés par les uns et par les autres.

Le Budget de 1910 sollicite au chapitre III, Consulats, une augmentation de 80,000 francs destinée, en grande partie, comme le fait connaître l'honorable Ministre dans sa réponse à une question de la Section centrale de la Chambre des Représentants, à l'établissement de quatre postes consulaires nouveaux. Il ajoute que ceux-ci seront créés avant la fin de l'exercice en cours. Nous avons lieu de supposer que le choix de ces postes est déjà fait et, s'il n'y a pas d'inconvénient, nous serions enchantés de les connaître.

Ce n'est d'ailleurs pas la seule satisfaction que donne l'honorable M. Davignon aux vœux qui ont été exprimés.

L'article 14, chapitre V, de son budget demande, en effet, une somme de 75,000 francs « pour être allouée à titre d'indemnité aux agents consulaires, et spécialement à ceux qui ont famille, occupant des postes importants dans des résidences où la cherté extraordinaire des loyers entraîne une charge exceptionnelle pour l'installation convenable de l'habitation et de la chancellerie ».

« Enfin, l'article 19, chapitre VII, propose un crédit de 5,000 francs « pour faire imprimer et distribuer à nos agents consulaires un rapport annuel destiné à les tenir au courant de la situation du commerce et de l'industrie belges ».

Quoique le texte dise : agents consulaires, il est bien entendu que cette publication sera envoyée également aux agents diplomatiques. Elle sera aussi utile aux uns qu'aux autres.

Nous constatons, en terminant, que sur une augmentation du Budget de 134,500 francs, une somme de 106,000 francs est destinée à l'amélioration du service chargé de la défense de nos intérêts économiques. C'est peu, diront certains; nous n'en disconvenons pas; mais c'est beaucoup comme tendance, car cela prouve, non seulement que l'honorable Ministre tient compte des besoins du moment, mais qu'il est décidé, pour assurer la complète efficacité de la mission économique de nos agents, à prendre en considération les désirs énoncés par le monde industriel et commercial tout entier et à marcher résolument dans la voie qui lui a été si heureusement tracée par ses prédécesseurs, notamment par l'honorable Ministre d'État, le Baron de Favereau.

Aussi, votre Commission n'hésite-t-elle pas à exprimer ses vifs remerciements à l'honorable M. Davignon, tout en formulant l'espoir qu'elle pourra, l'année prochaine, pour les mesures qu'il prendra d'ici-là, lui adresser de nouvelles félicitations.

* * *

Nous ne reparlerons de l'achat d'hôtels destinés à nos légations et à nos consulats que pour dire la satisfaction avec laquelle nous avons lu dans l'Exposé des motifs du *Projet de Loi portant modification du tarif des douanes et du système de perception des droits sur les marchandises tarifées « ad valorem »*, déposé à la Chambre des Représentants le 16 mars dernier, que l'honorable Ministre des Finances déclare vouloir consacrer une partie des ressources extraordinaires que les modifications douanières proposées doivent procurer à l'État.

Le principe est donc admis par le Gouvernement; ce n'est plus qu'une question d'opportunité.

Il nous sera permis d'ajouter que beaucoup d'autres pays le font également, car la difficulté de logement des agents à l'étranger s'accroît au fur et à mesure que les capitales s'étendent et que leur population augmente. Par le fait même, la valeur des immeubles s'élève de plus en plus; aussi, si le pays avait procédé à ces acquisitions il y a quelques dix ans, il s'en trouverait fort bien sous le rapport financier.

* * *

Depuis la discussion du Budget des Affaires étrangères de 1909, les événements ont marché en France et les craintes que nos producteurs émettaient alors au sujet de modifications douanières se sont, fort malheureusement, réalisées.

Une guerre de tarifs est toujours meurtrière, économiquement parlant, pour les deux belligérants.

En l'occurrence les adversaires ont, l'un comme l'autre, un intérêt considérable en jeu. La France exporte annuellement en Belgique, d'après les statistiques officielles belges (commerce spécial) pour plus de 600 millions de francs; le chiffre exact, en 1907, est de 652,017,000 francs. La Belgique, par contre, a exporté en France, en 1907, pour une valeur de 530 millions 492,000 francs.

Nous pouvons donc nous figurer aisément ce que seraient, pour l'un et l'autre, les dommages résultant d'une guerre de tarifs. Il est indubitable que, vu leurs multiples intérêts communs, les deux nations ont un intérêt majeur à vivre, sur le terrain économique, en paix et non en guerre.

Ce n'est pas la Belgique qui a commencé les hostilités; aussi doit-elle se borner à formuler l'espoir que la France, se souvenant des relations d'amitié et d'intérêts qui existent depuis des siècles entre les deux peuples, ne se refusera pas à sceller, par un traité de commerce, un nouveau pacte d'amitié et de bon voisinage. Un traité de commerce seul peut,

(10)

par la longue stabilité des tarifs douaniers, permettre à l'industrie et au commerce des deux signataires de croître et de se développer normalement.

Nous avons la certitude que notre Gouvernement fera tout ce qu'il dépendra de lui afin de défendre énergiquement nos droits et nos intérêts, et nous avons le ferme espoir qu'il arrivera, dans un avenir fort rapproché, à conclure avec la France, sous forme de traité de commerce, une convention sauvegardant les intérêts respectifs des deux nations.

* * *

Les observations que nous avons présentées au cours de ce rapport, au sujet de quelques crédits, nous dispensent de passer en revue le Budget article par article.

Le Budget s'élève à 4,181,908 francs et comparativement à celui de 1909, il comporte une augmentation de 134,500 francs.

La Note préliminaire explique d'un façon claire et précise les modifications, proposées en augmentation et en diminution. Elle ne nous suggère aucun autre commentaire.

* * *

La Chambre de Représentants a voté ce Projet de Loi par 68 voix, contre 35.

* * *

Votre Commission, à l'unanimité des membres présents, a l'honneur de vous en proposer l'adoption.

Le Rapporteur,
M. DE RAMAIX.

Le Président,
B^{on} DE FAVEREAU.